

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

L’Aile Rouge

Bulletin des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**
de Dassault Mérignac et Martignas

Ford, SNCF, Fonction publique... Face à leur cynisme, Nos droits !

Le 9 mars, les salariéEs de Ford manifestaient à la Préfecture, contre la nouvelle tombée une semaine plus tôt que Ford décidait de quitter Blanquefort. Des centaines d’emplois, directs comme indirects, sont menacés, s’ajoutant à la longue liste de ceux des travailleurs de Carrefour, de Tupperware et bien d’autres...

Face à ces annonces, à la violence subie par les salariés, le bal des faux-cul fait fureur : membres du gouvernement le ministre Le Maire en tête, comme élus locaux tels Juppé and Co, rivalisent de déclarations et de cynisme, prétendant « soutenir » les salariés menacés... Les mêmes se préparent à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et mènent une offensive sans précédent contre les cheminots et le service public de transport ferroviaire.

Ils s’appuient sur un rapport bidon rédigé par Spinetta, un expert en la matière, lui qui a privatisé Air France quand il en était le PDG ! Au nom de la dette abyssale de la SNCF et de l’état de délabrement catastrophique des installations, il entend faire payer la facture... aux cheminots et aux usagers ! Il faudrait supprimer 5000 postes, en finir avec le statut de cheminot, fermer 9000 km de petites lignes « non rentables »...

E. Philippe a annoncé reprendre à son compte les « principes clés » de ce rapport (sauf la fermeture des lignes... pour le moment) et avoir recours aux ordonnances pour en terminer avant l’été. Depuis, la campagne bat son plein contre les prétendus « privilégiés » des cheminots, comme s’ils étaient des nantis et qui plus est responsables de la dette de la SNCF, estimée à 46 milliards et dont les intérêts s’élèvent à 1,7 milliard par an !

Cette dette ne tombe pas du ciel, et profite à de vrais privilégiés. D’abord aux banques, puisque l’Etat fait reporter ses investissements ferroviaires sur la SNCF, obligée de s’endetter. Ensuite à des groupes comme Vinci, qui s’approprie aujourd’hui toutes les recettes de la nouvelle ligne LGV Paris-Bordeaux par des « péages » particulièrement coûteux entraînant, malgré une forte augmentation du

trafic, un déficit de 90 millions rien que sur le 2nd semestre 2017.

Arrogant et sûr de lui, le gouvernement multiplie les mauvais coups et les intimidations. Il s’attaque aux migrants avec le projet de loi Collomb, à la jeunesse avec la sélection à l’université, à la Fonction publique... Il mène son offensive contre les cheminots et l’ensemble des travailleurs en espérant qu’ils soient isolés, enfermés et paralysés dans le jeu du « dialogue social ». De fait, si les syndicats de la SNCF dénoncent le rapport Spinetta et la casse des services publics, cela ne les a pas empêchés de se précipiter à la « concertation » ouverte par la ministre des transports Borne, alors que tout le monde mesurait bien la brutalité de l’attaque et la détermination du gouvernement.

Malgré tout, la CGT et SUD Rail appellent les cheminots à la grève et à une **manifestation nationale le 22 mars**, se joignant ainsi à la journée de grève appelée par les syndicats de la Fonction publique pour la défense du statut des fonctionnaires. Cette journée ne suffira bien évidemment pas à changer les choses, mais elle peut être le début d’une réelle riposte avec les cheminots, les fonctionnaires, les Ehpad en grève le 15 mars et qui menacent de poursuivre, les jeunes des lycées et des facultés contre la ségrégation sociale à l’université, les travailleurs du privé menacés de licenciement, les retraités qui seront aussi dans la rue le 15 et le 22.

C’est par la convergence de nos luttes, travailleurs, jeunes, précaires, retraités que nous pourrions inverser le cours des choses, en rompant avec tout « dialogue social »... alors que patrons et gouvernement sont plus que jamais déterminés à passer en force.

Mardi 13 mars 2018



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

2018 : et pourquoi pas une année exceptionnelle pour les derniers de cordée ?

On peut lire dans le Figaro et autres presses convenables sous tout rapport, que le bénéfice net des sociétés du CAC40 a atteint près de 95 milliards d'euros en 2017, conformément aux prévisions. L'automobile, l'aéronautique (Safran et Airbus) et le luxe sont particulièrement en forme.

Dans le même temps, les NAO ont lieu dans plein de boîtes. Les enveloppes globales frisent les 2%. A n'en pas douter, c'est encore la faute au statut des cheminots !!!

Mais revenons à nos vrais privilégiés sur lesquels personne ne tape tellement ils sont au sommet, tellement ils paraissent loin de nous et tellement ils possèdent toute la presse écrite, radiophonique, télévisuelle... Par rapport à 2016, ce bénéfice net global a augmenté de 24,1% ! Belle enveloppe en faisant travailler ceux d'en bas, non ? Les 1ers de cordée se frottent les mains. Et un analyste de la Saxo banque rajoute : « *année exceptionnelle mais pas record* » pour les profits.

Et nous, les derniers de cordée qui faisons tout tourner à qui on dit qu'il n'y a jamais assez d'argent, ne ferions-nous pas de 2018 une année exceptionnelle pour que ce fric ruisselle sur l'ensemble de la société ?

Alors non... l'argent ne ruisselle pas chez Dassault...

Du moins pas jusqu'au salarié-e-s.

Il s'arrête aux valeureux actionnaires qui ont vu le prix de leur titre passer de 900 à 1500 € en cinq ans, à qui Dassault propose en plus le versement d'un dividende de 15,3 euros par action, contre 12,1 euros (+26%) en 2016.

Le résultat opérationnel ajusté se monte à 348 millions d'euros (+59%). La marge opérationnelle ajustée à 7,2% du chiffre d'affaires contre 6,1% un an plus tôt.

Les chiffres de cette année confirment ce que tout le monde savait déjà : la boîte se porte plus que bien !

Cela sur fond de NAO qui ne compense même pas l'inflation !

N'oublions pas que c'est notre travail qui est à l'origine de cette richesse, il faut exiger notre dû !

La lutte des Ford est notre lutte à tous !

Depuis deux semaines, 900 salarié-e-s de Ford font face à la décision de la direction de liquider leur site. La raison, cynique, annoncée par la direction : ils couteraient trop cher pour produire. Trop cher... après avoir permis pendant quarante ans aux actionnaires de s'enrichir. Ford a encore dégagé 8 milliards de profits l'an dernier.

Le discours de Ford est le même que celui de tous les patrons et de tous les gouvernements : qu'on soit ouvriers chez Ford, Dassault, ou des sous-traitants, précaires ou embauchés, qu'on soit cheminot, prof, personnel de la santé, chômeur ou retraité, **on coûte tous trop cher !** C'est toujours le même argument pour supprimer les emplois, casser les statuts, refuser les augmentations et les embauches.

Depuis deux semaines, tous les politiciens s'agitent pour faire croire qu'ils

vont aider les salariés de Ford. En réalité, ce petit monde n'a qu'une peur, c'est que leur mobilisation et leur colère trouvent un écho et une solidarité auprès de tous les salariés et qu'on se retrouve très nombreux dans la rue le 22 mars et les jours suivants. Ils veulent éviter que toutes les colères accumulées convergent vers une lutte d'ensemble.

La lutte des Ford est notre lutte à tous, parce que si un mouvement de solidarité les aide à faire reculer leur patron, c'est tout le rapport de force qui commencera à s'inverser entre les ouvriers et les patrons.

Alors, tous ensemble avec les salarié-e-s de Ford : Ford doit rester et payer pour le maintien de tous les emplois. Interdiction des licenciements !

Il était urgent d'attendre... de laisser sa chance à la chance...

(Extrait du Maillon déchaîné, bulletin d'entreprise NPA qui paraît sur Ford)

On les a entendus depuis années tous ceux qui nous ont dit qu'il fallait rester calme, ne pas faire de vague, ne pas effrayer nos patrons qui travaillaient soi-disant « pour la pérennité du site »...

Il est vrai que Ford a déjà mis cinq ans pour ne rien trouver.

Ne doutons pas qu'ils seront nombreux encore à nous dire qu'il faut continuer à attendre sagement.

Vérité contre les fake news sur les cheminots: leur statut est une garantie pour les voyageurs

Ce statut permet par exemple aux cheminots de refuser de faire passer des trains quand ils constatent un danger, sans risquer le licenciement. Nous savons bien que, sans protection, ils seraient obligés de céder aux pressions d'un encadrement qui veut les faire rouler à tout prix. Les récents accidents, comme celui de Juvisy, ont montré où mène le manque d'entretien et de personnel.

Les quelques autres acquis dont bénéficient les cheminots, qui n'ont rien à voir avec la propagande dont on nous abreuve, les travailleurs du rail les ont gagnés par la lutte. Ce qu'il faut imposer, c'est **l'égalisation par le haut, et non l'égalisation par le bas !**